

Septembre 1914, l'Allemagne a gagné la guerre

« Et si le téléphone avait empêché une victoire éclair du Kaiser à l'été 1914 ? L'armée la mieux dotée du monde en moyens de communication, victime de sa propre efficacité. Depuis son quartier général provisoire de Coblenz, Helmut von Moltke dirigeait la manœuvre sur les fronts est et ouest ; c'était une telle promenade de santé qu'il espérait « en terminer avant six semaines ». Le plan de son génial prédécesseur, Alfred von Schlieffen, prouvait sa supériorité : par un gigantesque coup de faux, les 53 divisions allemandes placées à l'aile droite, côté Belgique, constituaient une telle masse de choc qu'elles forçaient les Français à reculer de 15 km par jour. A l'autre bout du front, neuf divisions bloquaient les velléités offensives de Foch en Lorraine.

Mais on n'est jamais à l'abri d'une bonne nouvelle. Le 21 août, le téléphone apprend à Moltke la victoire de Bülow à Mons-Charleroi ; le lendemain, c'est Dellmensingen qui lui annonce son succès à Morhange. Par la magie du fil qui chante, Moltke se croit en mesure de commander un *kriegspiel* européen, autrement dit de « refaire le match » à la manière d'un César ou d'un Bonaparte. Et le voilà qui réédite la célébrissime manœuvre d'Hannibal, victorieux des Romains en 216 av. J-C. Son second, le colonel Tappen, se transforme en dame des PTT : voilà six divisions (100 000 hommes) envoyées à l'Est alors qu'elles devaient consolider la poussée à droite; et sept autres enlevées à cette même aile droite pour aller assiéger Maubeuge, Givet et Anvers. Enfin, le plus inouï : le 26 août, Moltke appelle Ludendorff, chef d'état-major de la VIII^e Armée sur le front russe, pour lui annoncer l'envoi de trois divisions d'infanterie et une de cavalerie. Ludendorff a beau répondre qu'il n'a rien demandé, qu'il n'en a pas besoin, que les soldats arriveront après la bataille, c'est un ordre, et on ne discute pas avec un téléphone. En une semaine, Moltke a déplacé 40 divisions comme autant de soldats de plomb, sans se préoccuper du terrain, ni de l'épuisement des troupes. L'homme qui croyait tout connaître des théâtres d'opérations s'est fabriqué tout seul le film de sa défaite. Par l'entremise diabolique du téléphone, il voyait des Russes débarquer bientôt en Belgique, après le coup de fil d'un « informateur », des Anglais arriver en masse à Ostende après qu'un de ses correspondants eut pris trois bataillons pour une armée de 40 000 hommes. Kluck le harcelait trois fois par jour pour exiger des renforts sur la ligne Amiens-Péronne : Bülow exigeait le soutien de Kluck et, en Lorraine, le prince Ruprecht de Bavière ne répondait plus au téléphone mais attaquait à sa guise. Moltke se battait contre des troupes fantômes, s'inventait des contre-attaques ennemies. Résultat: le plan Schlieffen n'était plus qu'un chiffon de papier et la faux allemande ne coupait plus rien.

Gallieni avait beau préférer les pigeons voyageurs, détester s'entretenir avec Joffre au téléphone et ne rien comprendre à ce que lui disait l'Anglais French, il savait observer. Peu importait qu'entre le 5 et le 9 septembre on ait « perdu » les Anglais du côté de la Somme, ils arriveraient bien assez tôt pour enfoncer un coin dans le dispositif allemand. Pas besoin de téléphone pour ordonner au troufion de faire demi-tour et de se lancer à l'assaut, ni pour réquisitionner les fameux taxis qui allaient sonner le glas des chimères stratégiques de Moltke. Il fallait juste se souvenir du récit d'Austerlitz dans les manuels d'Ernest Lavisse.

Imaginons que le commandant en chef s'en soit tenu à la lettre du plan Schlieffen. Verdun et les forts stratégiques de l'Est auraient été neutralisés (ce qui faillit se produire début septembre), Reims serait tombé vers le 10 septembre, permettant aux armées du centre d'entamer leur jonction avec l'aile marchante de Kluck et de disperser les troupes françaises du côté de Melun. Quinze jours plus tard, les premiers uhlands seraient venus patrouiller aux alentours de Bercy, tandis que le corps expéditionnaire britannique réembarquerait depuis Le Havre. Alors le Lorrain Poincaré, inconsolable de sa province sans doute définitivement perdue, aurait cédé la présidence de la République à Joseph Caillaux, adversaire d'une inutile boucherie, et l'on aurait négocié, à Sans-Souci, le château des Hohenzollern, sous les regards du Grand Frédéric et de Bismarck.

A la différence notable de 1871, où les annexions avaient parachevé l'unification du Reich, l'Allemagne de 1914 n'aurait réclamé, en Europe, que quelques « pourboires » territoriaux : Nancy et le reste de la Lorraine, terre germanique selon Berlin ; une bonne moitié de la Wallonie, Liège inclus. Mais, à l'Est, pas question d'installer une Pologne indépendante qui ferait tampon avec la Russie, ni même de grignoter un bout de la Pologne russe, ce qui aurait rendu impossible la conclusion d'une paix séparée avec Saint-Pétersbourg, désormais échaudé de son alliance avec la France. Mieux vaudrait isoler la France économiquement en organisant, selon le schéma proposé par une des grandes plumes nationalistes de l'heure, F. Naumann, dans son livre *Mitteleuropa*, un marché commun entre Rhin et Volga.

Le Maroc et le Congo

Voilà pour les amuse-bouches. Mais, fidèle à la leçon de Bismarck, qui recommandait de frapper la France là où ça fait mal, au portefeuille, Guillaume II aurait réalisé le hold-up du siècle en exigeant une partie de l'empire français et belge. Après tout, c'était précisément parce qu'il avait décidé de se tailler une place au soleil colonial que l'ordre international avait chancelé et que la course aux armements avait débouché sur la guerre. Pour le Kaiser et sa *Weltpolitik*, c'était le moment de ramasser la mise des autres - 22 milliards de francs or investis depuis quarante ans dans les colonies. Outre l'inévitable Maroc, objet déjà en 1905 et 1911 des coups de poker de Guillaume II, les Allemands auraient bâti un empire africain. A l'Ouest, sous prétexte de réunir leurs deux colonies, le Togo et le Cameroun, ils auraient avalé le Nigeria britannique, l'Afrique occidentale et équatoriale française et une moitié au moins du Congo belge, ce qui leur aurait permis de rejoindre leurs possessions du côté de l'actuelle Tanzanie et de prendre en écharpe le continent noir.

Imaginons un empire de 8 millions de km² -, recelant la moitié des réserves en métaux précieux recensées en 1914, formidable occasion pour installer une économie de traite *made in Germany*. Le modèle n'était pas à chercher bien loin : depuis 1897, les colons allemands avaient révolutionné la vie quotidienne des tribus Herero et Nama. Sédentarisation forcée des nomades, changement des méthodes d'élevage et des circuits commerciaux, adoption obligatoire de la monnaie dans des sociétés de troc et d'entraide. Et, pour les réfractaires, des camps de concentration, expérimentés depuis quinze ans et dont les Allemands avaient pu vérifier l'efficacité chez leurs voisins d'Afrique du Sud pendant la guerre des Boers. Dans ces conditions, le scénario n'eût pas été difficile à écrire et, malheureusement, il n'y avait pas de *happy end*: soit les tribus africaines sous contrôle de Berlin péricliteraient parce qu'elles auraient été incapables

de s'adapter à cette colonisation-incarcération ; soit elles se révolteraient, pour un échec annoncé car, faute de guerre 1914-1918 longue, l'idée même d'émancipation coloniale n'aurait bien sûr pas effleuré les esprits. Avec une guerre terminée en deux mois, les Français n'auraient en effet pas battu le rappel de leur « force noire », de même que les Britanniques n'auraient pas eu à solliciter Indiens, Australiens, Sud-Africains ou Canadiens. Ces soldats du bout du monde n'auraient pas plus entendu parler de communisme, de droits de l'homme et de révolution dans les tranchées ou les troquets que les autorités impériales de l'idée de concession, de *self-government* envers ceux qu'on surnommait les *down-under*.

Cette impavide stabilité impériale aurait été confortée par l'absence des Etats-Unis. Les belligérants restés «en famille» et le conflit, réduit au Rhin et au lac Mazure, tout sauf mondial, Washington n'aurait pu se transformer en fourrier des armées, ni en créancier des Etats, ni encore moins en allié ombrageux et interventionniste. Au contraire, la curieuse relation d'amour-haine installée depuis la fin du XIXe siècle entre Britanniques ou Français et Américains aurait continué. Vus de Paris ou de Londres, ces cousins éloignés, jugés mal dégrossis et incapables de s'agrèger au concert des nations dites civilisées (en clair, l'Europe), étaient tout aussi bien de l'autre côté d'un Atlantique, Rubicon à ne jamais franchir. Autrement dit, le «siècle américain», ainsi qu'on a baptisé le XXe siècle, n'aurait tout simplement pas été imaginable et le pays de l'Oncle Sam, dont la moitié des profits annuels partaient en 1913 dans l'escarcelle européenne, serait demeuré le plus grisant des pays en voie de développement.

Le développement, parlons-en. Ressuscitons un instant les 900 000 Britanniques tombés dans la boue de Passchendaele, les 3 millions de Français et d'Allemands ensevelis au Chemin des Dames ou enchevêtrés dans les collines de Verdun, les 3 autres millions de Russes, Italiens, Belges, Portugais ou Autrichiens... éparpillés sur les champs de bataille. Installons, par exemple, ces Français et ces Belges épargnés dans les 825 000 maisons en ruine sur le front ouest, donnons-leur un emploi dans les 26 000 usines détruites ou bien sur les 3,8 millions d'hectares saccagés par les obus, le piétinement des hommes et des matériels sur une bande longue de 500 km, large de 10 à 25, transformée en désert. Première conséquence qui nous irait droit au portefeuille, nous ne paierions sans doute pas d'impôt sur le revenu, voté à grand-peine avant 1914, différé pendant le conflit et rendu indispensable à cause d'une dette publique passée de 33 à 219 millions de francs or! Deuxième conséquence tout aussi appréciable, le million de naissances récupéré de la sorte aurait permis de généraliser retraites et assurances sociales avec trente ans d'avance et sans charge excessive, ni sur la population active, ni sur les employeurs. Troisième conséquence, la croissance française se serait maintenue autour de 1,8% l'an, performance largement suffisante pour que les 300 milliards or de la fortune nationale augmentent de moitié à l'horizon des années 1940, alors qu'en fait celle-ci aura baissé de 50%.

Un ordre immuable

Ainsi se serait prolongé, en France comme en Europe, le long XIXe siècle. C'est-à-dire la pérennité d'un rythme de vie confondu avec la succession des travaux et des saisons, l'intimité d'un groupe social clos, solidaire, strictement hiérarchisé, des rentiers aux faucheurs et aux glaneuses, des grands bourgeois aux montreurs d'animaux et marchands ambulants qui animent les rues, de la bonne bourgeoisie aux ouvriers à domicile et aux domestiques. En bref, l'image d'un ordre et d'une civilisation jugés

immuables, toujours rattachés au temps d'avant, idéalisés, bien sûr, mais, au fond, familiers. Une guerre de deux mois, même conclue par une nouvelle défaite de la France face à l'Allemagne, n'aurait pas suffi à ébranler un système de valeurs collectives fondées sur le culte du droit et de la solidarité, la célébration de la patrie et la foi dans le progrès. Il a fallu quatre années d'ensauvagement pour que les Européens se « désenchangent » du monde d'avant et que certains rescapés des tranchées imaginent même rééditer, vingt ans plus tard, en on ne sait quelle célébration expiatoire, les tueries de masse. C'est à cette aune qu'il faut mesurer les conséquences les plus durables de ce qui s'est joué à l'été 1914. »